



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 09/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CICE-CIE INDUSTRIELLE DES CHAUFFE EAU

2 Rue du Docteur Hurst
68300 Saint-Louis

Références : 0006700502_2025_02_07_CICE_VIIC échéances
Code AIOT : 0006700502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement CICE-CIE INDUSTRIELLE DES CHAUFFE EAU implanté 2 Rue du Docteur Hurst 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances:

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite du 19 juillet 2023 (Action nationale 2023 - Post-Rouen) ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 05 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CICE-CIE INDUSTRIELLE DES CHAUFFE EAU
- 2 Rue du Docteur Hurst 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006700502

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CICE compagnie industrielle des chauffe-eau est spécialisée dans la fabrication de chauffe-eau électrique.

Au titre des ICPE, l'exploitant, sur son site de Saint-Louis est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires et codificatif du 08 mars 2018, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suivi des échéances
- Référentiels utilisés :
 - Arrêté du 05 octobre 2023 portant mise en demeure à la société CICE
 - Arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	État des stocks simplifié	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Détection automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 3	Levée de mise en demeure
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 3	Levée de mise en demeure
5	Étude des effets thermiques en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 19 juillet 2023, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté.

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant.

Par ailleurs, en réponse aux non-conformités initialement constatées (rappelées dans les constats 3 et 5), l'exploitant a informé le Préfet, par un "porter à connaissance" en date du 26 juillet 2023, de sa demande d'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre 1510 E.

L'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre de classement 1510 fera l'objet d'une instruction ultérieure par l'Inspection. Celle-ci visera à réexaminer les prescriptions actuellement applicables aux installations et à proposer, le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral intégrant des prescriptions complémentaires adaptées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4 au 1.2 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p><i>«État des matières stockées»</i></p> <p><i>[...]Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant:</i></p> <p><i>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.[...]</i></p> <p><i>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</i></p> <p><i>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance;</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 19 juillet 2023, l'Inspection avait constaté l'incomplétude concernant les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incomplétude concernant les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées, notamment l'absence des typologies de dangers (associées aux produits ou matières) par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie, • l'absence de définition au préalable des lieux et de moyens par lesquels le Préfet, l'Inspection des installations classées, les services d'incendie, de secours et les autorités sanitaires pourraient se procurer cet état des matières stockées en cas d'accident ou d'incendie. <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection l'état des matières stockées global (à jour) du site de Saint- Louis. Une analyse conjointe de ce document informatique a permis à l'Inspection de constater que celui-ci fait apparaître dorénavant les typologies de dangers associées aux produits ou matières stockées dans l'entrepôt.</p> <p>Concernant la deuxième non-conformité susmentionnée, il a été constaté que l'exploitant a mis en place une procédure écrite, afin de définir et de préciser l'ensemble des modalités d'accès à distance aux informations relatives aux états des matières stockées, y compris en cas de perte d'utilité sur site. L'exploitant a souligné que cette procédure a été transmise aux services de l'État concernés par la prescription. Les échanges de correspondances, ainsi que les accusés de réception, ont été communiqués à l'Inspection à la date de rédaction du présent rapport.</p> <p>Par ailleurs, après échange avec l'exploitant, celui-ci s'est engagé, à annexer cette procédure au Plan de défense incendie du site, considéré par l'Inspection comme document opérationnel en cas de sinistre.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : État des stocks simplifié

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4 au 1.2 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé : [...] <i>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</i>
Constats : Lors du contrôle initial en date du 19 juillet 2023, l'Inspection avait constaté l'incomplétude des états des matières stockées, afin de répondre aux besoins d'information de la population. Lors du contrôle en salle, afin de démontrer le retour en conformité vis-à-vis des dispositions de la prescription susvisée, comme explicité au constat précédent, l'exploitant a présenté à l'Inspection l'état des matières stockées global (à jour) du site de Saint-Louis. Une analyse conjointe de ce document informatique a permis de constater que cet outil de comptage comporte désormais un état synthétique destiné à l'information du public. La complétude de cette information vulgarisée sur les produits ou matières présents dans l'entrepôt, ne suscite pas de remarque de la part de l'Inspection. Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes des points 12 et 13 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé : «12 .Détection automatique d'incendie» <i>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site[...] Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.[...]</i>
Constats :

Dans le cadre de ce contrôle, il est important de rappeler les installations classées de l'exploitant soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE:

- "MGH" (Magasin Grande Hauteur) pour un volume de stockage de 65 000 m³,
- "Chapiteau magasin" pour un volume de stockage de 6000 m³.

Lors de la visite initiale réalisée le 19 juillet 2023, l'Inspection avait constaté l'absence de dispositif de détection automatique d'incendie au sein de l'entrepôt "Chapiteau", situé sur la seconde partie du site, de l'autre côté de la Rue du Docteur Hurst.

En réponse à cette non-conformité, l'exploitant a informé le Préfet, par un "porter à connaissance" en date du 26 juillet 2023, de sa demande d'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre 1510 E.

Dans le cadre de cette demande, l'exploitant met en exergue que cet entrepôt ne remplit pas certains critères de classement, au titre de la rubrique 1510.

Cette argumentation repose sur les éléments suivants :

- la quantité totale de matières ou produits combustibles stockés au sein du chapiteau est nettement inférieure à 500 tonnes (seuil de classement sous la rubrique 1510),
- la distance séparant le MGH (Magasin Grande Hauteur) de l'entrepôt "Chapiteau" est supérieure à 40 mètres (conformément au guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, une distance égale ou supérieure à 40 mètres permet d'examiner chaque entrepôt individuellement, sans cumul des volumes stockés).

Lors du contrôle, l'Inspection a procédé à la vérification des hypothèses avancées par l'exploitant, notamment :

- L'analyse sur plan (annexé à la demande) de la distance séparant le MGH du Chapiteau (164,610 mètres),
- L'examen de l'état des stocks de l'entrepôt "Chapiteau", afin d'évaluer la quantité de matières combustibles stockées (147 tonnes).

L'examen des éléments transmis n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection et permet de juger recevable la demande formulée par l'exploitant, rendant ainsi caduque la prescription initialement contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de préciser que l'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre de classement 1510 fera l'objet d'une instruction ultérieure par l'Inspection. Celle-ci visera à réexaminer les prescriptions actuellement applicables aux installations et à proposer, le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral intégrant des prescriptions complémentaires adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes des points 12 et 13 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés

[...] conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée [...] par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.[...]

Constats :

Lors du contrôle initial en date du 19 juillet 2023, l'Inspection avait constaté l'absence de document justifiant le bon dimensionnement et la conformité des installations de détection et d'extinction automatique d'incendie.

Afin de justifier le retour en conformité sur ce point, l'exploitant a transmis par courriel en date du 18 décembre 2024, une attestation de conformité relative à l'entrepôt MGH. Ce document, délivré par une société privée reconnue et certifiée APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances Dommages), spécialisée dans les systèmes d'extinction automatiques à eau de type sprinkleurs, atteste de l'adéquation de la typologie des détecteurs en fonction des produits stockés.

Lors du contrôle en salle et après échange avec l'exploitant, il a été constaté que cette attestation a été établie à la suite de la dernière vérification semestrielle du système de détection et d'extinction automatique d'incendie, réalisée le 2 septembre 2024.

Par nature, le document transmis permet de justifier le bon dimensionnement du système de détection et d'extinction automatique d'incendie.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Étude des effets thermiques en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, FLUMILOG

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

«Étude des effets thermiques»

«L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.»

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection initiale en date du 19 juillet 2023, il avait été constaté l'incomplétude de l'étude de modélisation des effets thermiques en cas d'incendie pour la totalité des entrepôts présents sur le site, notamment pour l'entrepôt "Chapiteau".</p> <p>Comme mentionné dans le constat n°3, en réponse à cette non conformité, l'exploitant a informé le Préfet, par un "porté à connaissance" en date du 26 juillet 2023, de sa demande d'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre 1510 E.</p> <p>L'examen des éléments transmis dans le cadre de cette demande a permis de juger recevable la demande formulée par l'exploitant, rendant ainsi caduque la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de préciser que l'exclusion de l'entrepôt "Chapiteau" du périmètre de classement 1510 fera l'objet d'une instruction ultérieure par l'Inspection. Celle-ci visera à réexaminer les prescriptions actuellement applicables aux installations et à proposer, le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral intégrant des prescriptions complémentaires adaptées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>